

était assez générale aux États-Unis une semaine ou dix jours avant la mise aux voix, alors que le projet de résolution ne semblait pas devoir recueillir l'appui nécessaire. Cette opinion, qui porte sur les buts des Nations Unies, est reproduite par la *Christian Science Monitor*:

Son impuissance à contraindre une Puissance importante a même été prévue dans sa constitution, sous la forme du pouvoir de veto des grandes Puissances lequel, fait fréquemment laissé de côté dans les discussions, a été réclamé avec autant d'insistance par la délégation américaine à Dumbarton-Oaks et San-Francisco que par la délégation soviétique elle-même. Nous avons nous-mêmes contribué à faire de l'ONU un organisme ne pouvant contraindre ni punir effectivement une grande Puissance. Vouloir qu'elle contraigne la Chine communiste, c'est donc exiger d'elle ce que la lettre de sa constitution ne lui permet pas d'accomplir. Elle est un instrument aux pouvoirs restreints, et nous avons contribué à la rendre telle. Il n'est donc guère juste de dire qu'elle a failli à la tâche. Elle a simplement été incapable de faire ce pour quoi elle n'a jamais reçu le pouvoir nécessaire.

Cette déclaration me paraît véridique. C'est un exposé des faits, et si les États-Unis avaient cru qu'ils manqueraient d'atteindre leur but ainsi, je crois que d'autres mesures auraient été prises. L'article déclare plus loin que les Nations Unies ne sont pas un instrument dont les Américains peuvent toujours se servir pour atteindre leurs buts.

C'est un fait qu'on aurait dû souligner en votant contre la proposition des États-Unis. Si jamais les Nations Unies deviennent un instrument dont toute grande puissance puisse se servir, l'Organisme sera voué à la disparition. C'est surtout pour cela que nous ne voulions pas que la délégation canadienne vote en faveur de la proposition des États-Unis. C'était donner directement dans le jeu des Russes. C'est justement l'idée que les Russes ont tâché de répandre. Ils ont tenté de dire au reste du monde que les Nations Unies ne sont qu'un instrument à la disposition des États-Unis pour atteindre leurs propres fins. C'est un des grands arguments qu'invoque l'Union Soviétique pour détruire les Nations Unies et, malgré cela, nous lui en donnons l'occasion.

La deuxième raison qui me porte à croire que nous n'aurions pas dû appuyer la résolution des États-Unis c'est que nous sommes convaincus que le véritable danger qui menace actuellement la liberté n'est pas en Chine mais en Russie et que rien ne plairait tant au véritable agresseur que de voir le monde occidental entraîné dans un conflit général en Asie. Quelle est donc aujourd'hui la situation du monde occidental? L'Angleterre maintient de 25 à 30 p. 100 de ses troupes en Malaisie ou stationnées à Hong-Kong et Singapour. La France compte pro-

bablement la moitié de ses effectifs disponibles en Indochine. Les États-Unis et certains autres membres des Nations Unies ont déjà envoyé en Corée une forte partie de leurs troupes. Voilà précisément ce que le véritable agresseur désire: faire en sorte que les armées des pays libres du monde soient immobilisées dans diverses régions, en Asie par exemple, afin qu'elles ne puissent protéger l'Europe, sur qui pèse la véritable menace.

Le troisième motif qui milite en faveur de notre amendement est le suivant: il ne sert pas à grand chose de qualifier un individu ou un pays d'agresseur à moins d'être décidé de réprimer ou de punir. Sans cela, le geste inciterait plutôt à récidiver. Trois variétés de sanctions existent: la sanction diplomatique, la sanction économique et la sanction militaire. Si nous ne sommes pas prêts à aller au bout, si nous n'établissons pas un genre quelconque de sanction contre le pays que nous qualifions d'agresseur, nous ne ferons, à mon sens, qu'encourager l'agression dans le monde.

Pouvons-nous imposer des sanctions sans nous engager plus à fond en Asie? J'en doute. Toute sanction d'ordre économique nécessitera une aide militaire, sous une forme ou sous une autre, pour son application. Dès que nous enverrons des navires ou des troupes en Orient pour l'application de sanctions économiques, nous courrons le risque d'être entraînés définitivement dans une guerre contre la Chine.

Mon quatrième argument en faveur de notre amendement, c'est qu'une vague puissante de nationalisme se manifeste actuellement chez les peuples asiatiques. L'intervention des Nations Unies, dont la majorité des membres sont des pays de l'Ouest, contre une nation asiatique, avant qu'on ait épuisé tous les moyens possibles de règlement, peut entraîner et entraînera de graves répercussions. A mon avis, la Chine et la Russie ne sont pas des alliés naturels. Leurs frontières se touchent sur une distance de plusieurs milliers de milles dont une bonne part n'est pas clairement délimitée. Je veux parler de la Mongolie extérieure, de la Mandchourie et des îles situées au nord du Japon. Avec le temps, une alliance entre la Chine et la Russie pourrait devenir très difficile. Le moment choisi par les Nations Unies pour la présentation de la résolution ne fera, à mon sens, que rapprocher ces deux pays en dressant devant eux ce qu'ils pourront considérer comme un ennemi commun.

Quiconque a entendu hier à la radio le compte rendu de ce qui se passe à Lake-Success ne peut, j'en suis sûr, qu'être frappé de ce qu'on admet maintenant que tout